Le contexte historique et géopolitique

A travers un utile retour historique, l'auteur nous rappelle que la fin des 30 glorieuses n'est pas liée à la crise du pétrole mais à la **combinaison d'évolutions multiples : géopolitiques** (bipolarisation), **économiques** (épuisement de la société de consommation), **sociales** (doutes vis à vis du progrès), **industrielles** (transformation des activités productives) et **environnementales** (prise de conscience des ressources limitées, de la pollution)...

A la suite de cette période, les affrontements géographiques et politiques se transforment sous couvert de **globalisation** avec la structuration de l'Europe et l'apparition des pays émergents. Parallèlement, on constate une **perplexité croissante** des populations vis à vis des espaces de décision politique. En France, la décentralisation se met en place, mais les difficultés socioéconomiques persistent. La morosité s'installe, voire les émeutes, et les mesures politiques prises alors sont des échecs (ZEP, politique de la ville, DSQ...). Face à la « nouvelle économie », apparaissent des mouvements de plus en plus porteurs autour de l'écologie et du développement durable.

C'est en replaçant dans ce contexte que l'on peut mieux comprendre la place des territoires et leur dynamique depuis les années 1970 où apparaît l'ambition d'aménagement du territoire comme spatialisation du développement.

Le développement du territoire et son évolution

Mais qu'entend-on par développement ? Il faut ici distinguer la **croissance** (comment on produit) du **développement** (quel usage en est fait)¹. Et au niveau d'un territoire, il faut également considérer deux grandes dimensions constitutives : d'un côté le **vécu** du territoire, la manière de se le représenter et se l'approprier ; de l'autre, le **projet** collectif qu'il porte.

Ainsi, le développement du territoire est surtout une **pédagogie des ressources humaines**, une clarification des compétences de chacun, une articulation entre les différentes fonctions partie prenante dans le respect des légitimités techniques et juridiques.

Il se déploie en France dans le cadre d'évolutions sémantiques significatives :

- Années 1970 : développement local
- Années 1980 : développement territorial
- Années 1990 : compétitivité territoriale
- Années 2000 : développement durable

Dans les années 1980, il est intéressant de noter que le développement territorial s'est essentiellement répandu **là où il n'y avait plus de réels enjeux institutionnels de pouvoir**.

Et dans les années 1990, ce sont les territoires ruraux **les mieux organisés** et les plus dynamiques qui se serviront le mieux des politiques contractuelles basées sur les projets de territoire (pays, systèmes d'échanges locaux...) en mêlant l'économie de projet, le lien social puis le développement durable.

¹ On peut ici remarquer que la notion de « sous-développement » est dès lors très normative dans la mesure où l'on signale ainsi que les pays « sous-développés » que leurs manières de produire ne sont pas appropriées, ce qui sera par la suite questionné (NDLR)

Les blocages du développement du territoire

Ainsi, dans chaque contexte, l'enjeu principal pour le territoire est de croiser des objectifs horizontaux aux contraintes verticales. Sachant que les institutions et administrations ont des produits à vendre, une image à défendre, on constate nettement un **pilotage par l'offre**. Le rigorisme administratif a ainsi rendu stérile le partenariat des territoires, terrains finalement défavorables aux innovations et, de fait, centrés sur « **le plus petit médiocre commun** ».

Malgré les orientations et réglementations successives, les politiques publiques en matière de territoire restent associées à « **un millefeuille complexe** » que la décentralisation a même aggravé. Ce système « **autobloquant** » n'a pas été levé par les lois Pasqua puis Voynet, ce qui amène l'auteur à avancer que **la gouvernance territoriale reste un « chantier »**.

Pourtant, le territoire est potentiellement un **espace de préoccupation partagée** et donc d'action collective transversale. Ainsi voit-on apparaître des concepts de « territoire-entreprise » ayant une unité de gestion (incluant la conception, le management, la promotion...). On voit également se développer les **formations** au service du développement et de la gouvernance locale.

Appréhender un système complexe

Dans ce contexte, comprendre un territoire et sa dynamique ne peut pas faire l'économie d'une analyse approfondie et systémique de son **évolution** : c'est celle-ci qui fonde à la fois sa complexité et son intelligibilité, en intégrant les dimensions spatiale, sociale et organisationnelle.

En effet, le territoire ne se crée pas : il **se transforme** et rétroagit. Il s'approprie de nombreuses **influences endogènes et exogènes**, tant sur le plan économique qu'idéologique ou politique, de manière différenciée selon les groupes sociaux en présence. L'organisation du vivant est fait non d'équilibre mais de déséquilibres que l'on cherche à rattraper. Pour comprendre et faire évoluer un territoire, il n'est pas de loi unique susceptible de traduire la réalité et régler un ordre impeccable. La pluridisciplinarité et la confrontation des regards sont nécessaires pour interroger l'aspect « durable » d'un développement territorial et donc la notion de territoire sous son double aspect de contenu et de contenant.